



# NI DIALOGUE SOCIAL, NI PROVOCATIONS RACISTES : POUR UNE RENTRÉE DES LUTTES

Pendant que les profits battent des records, la crise s'aggrave à cause de l'inflation qui ampute les budgets et des salaires qui se suivent pas. Le climat social se tend. Alors Macron s'agite pour que la contestation n'éclate pas dans la rue et les grèves, comme sur les retraites. D'un côté, il lance des provocations racistes, de l'autre il attire les partis de gauche et les directions syndicales dans un simulacre de dialogue qui ne débouchera sur rien de bon pour les salariés et la jeunesse.

## La guerre sociale qu'ils nous mènent

La réforme des retraites de Macron entre en vigueur en septembre et l'offensive patronale continue avec l'inflation. Tous les trois mois, les ministres répètent que sa fin approche, mais les prix continuent de monter, car les grandes entreprises gonflent leurs marges. Et le gouvernement laisse faire... et même augmente le tarif des médicaments !

Le ministre de l'Économie promet maintenant de bloquer les prix de certains produits. Mais ce qui reste bloqué depuis des mois, ce sont nos salaires. On estime que les prix alimentaires ont pris plus de 20 % en deux ans. Et nos fiches de paie ? C'est ça la réalité des prix : logement, transports, alimentation, tout devient hors de prix. Se restreindre devient banal et galérer devient normal.

Tout augmente, mais pas les salaires, ni les moyens dans les services publics. Dans les hôpitaux, les soignants ont passé l'été sous l'eau à cause du manque de personnel. Dans l'éducation nationale, il manque près de 3 200 profs en cette rentrée. Face à la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement annonce que les salaires vont être revalorisés dans la santé et l'éducation, mais on est très loin du compte. Dans les hôpitaux, les maigres augmentations de primes annoncées ne vont rien changer aux conditions de travail dégradées. Et chez les enseignants c'est même carrément du chantage, puisqu'au lieu d'embaucher, on propose aux enseignants d'améliorer leur salaire... en échange de tâches supplémentaires.

Pendant qu'on se serre la ceinture, les actionnaires sont à la fête : les entreprises du CAC 40 ont fait

presque 80 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2023. De l'argent, il y en a. C'est là qu'il faut aller le chercher. D'ailleurs là-haut, ils s'inquiètent de la colère sociale qui couve et pourrait exploser comme sur les retraites.

## Ni provocations racistes, ni dialogue social

C'est pour ça qu'ils tentent de diviser encore et toujours le monde du travail : Macron lance des contrefeux directement piochés dans les poubelles (ou les programmes) de Le Pen et Zemmour : polémique islamophobe avec l'interdiction des abayas dans les établissements scolaires, campagne xénophobe avec sa future loi sur l'immigration. Mais le gouvernement peut bien pointer des boucs émissaires, rien ne dit que ça va fonctionner. Car les robes des adolescentes et l'accueil des migrants qui fuient la misère et les guerres ne sont en rien responsables de nos problèmes actuels.

En parallèle, Macron tend la carotte du dialogue social. Quand il propose une réunion à Saint-Denis aux chefs des partis, toute la gauche accourt pour participer aux discussions, aux côtés de LR et du RN. C'était soi-disant pour lui soumettre les propositions de la Nupes qu'ils y ont passé la nuit... avec l'espoir que Macron les applique le lendemain matin ? Même chose quand il propose aux directions syndicales une conférence sur les salaires : celles-ci répondent « chiche ». Comme si quelque chose de positif pouvait sortir d'une réunion avec le gouvernement et le Medef !

La seule solution face à leur guerre sociale, ce sont nos luttes, pas le dialogue. On ne tourne pas la page du mouvement pour nos retraites, au contraire !

Pour vivre et pas survivre, il faut imposer nos revendications sur les salaires, les emplois, les conditions de travail. Pour contrer l'offensive raciste du gouvernement, le monde du travail doit mettre en avant ses exigences.

Ainsi le NPA, comme d'autres organisations politiques ou syndicales, appelle à manifester dès le 23 septembre contre la politique pro-patronale du gouvernement, et les mesures autoritaires et racistes qui l'accompagnent.



## **LYCÉE JOLIOT CURIE DE NANTERRE, UNE RENTRÉE SOUS HAUTE SURVEILLANCE !**

Lundi 4 septembre au lycée Joliot Curie de Nanterre, la rentrée des classes s'est faite sous la surveillance de la police et des médiateurs municipaux qui étaient présents devant la porte de l'établissement pour... mesurer la longueur des robes de jeunes filles ! Pendant que Gabriel Attal, nouveau ministre de l'éducation, a les yeux rivés sur les jupes des filles, il fait mine de ne pas voir qu'il manque plus de 3000 profs en cette rentrée scolaire, faute d'avoir attiré assez de candidats aux concours de l'enseignement, tellement les salaires des profs sont bas et les conditions de travail dégradées.

## **NON À LA SÉLECTION À L'UNIVERSITÉ**

L'agitation médiatique du gouvernement autour de l'affaire des abayas ne cherche qu'à masquer une nouvelle rentrée sous le signe de l'austérité budgétaire dans l'éducation de la maternelle à l'université.

Cette année encore des milliers d'étudiants se retrouvent sur le carreau, sans pouvoir s'inscrire à l'université, victimes de ParcoursSup et de sa sélection impitoyable.

À la fac de Nanterre, l'Unef, syndicat étudiant, organise la lutte des « sans-facs » pour revendiquer un droit fondamental : celui d'étudier pour toutes et tous, quelle que soit son origine géographique ou sociale. Ces sans-facs se

sont également organisés au niveau de la région parisienne dans un collectif des sans-facs d'Île-de-France, qui appelle à une journée de mobilisation le mardi 19 septembre. Soyons nombreux et nombreuses à les soutenir ce jour-là, pour exiger leur inscription dans la fac et la filière de leur choix. Étudier est un droit, pas un privilège !

## **LA POSTE MENT, LE TRIBUNAL APPROUVE**

Une décision de justice défavorable aux postiers est tombée le 31 août dernier. Le syndicat SUD Poste 92 avait assigné La Poste qui alignait les mensonges pour faire passer en force les réorganisations et délocalisations à Courbevoie et Issy-les-Moulineaux. Le dossier était simple : les conseils d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) des bureaux concernés avaient voté pour la tenue d'une expertise. Mais la direction de La Poste s'obstinait à nier l'évidence en ayant recours à des faux témoignages de cadres et de petits chefs voyous qui sont même allés jusqu'à intimider physiquement les représentants du personnel avant la tenue des CHSCT pour les dissuader de voter l'expertise.

Mais voilà que fin août, la soi-disant justice a donné crédit à ces faux témoignages !

N'oublions jamais que les travailleurs et les travailleuses ne peuvent compter que sur leurs propres forces pour défendre leurs intérêts.